

LA NOUVELLE PROBLÉMATIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'ALGÉRIE (1)

B. IRATNI (*)

Jamais peut être, l'Algérie n'a ressenti autant de solitude, autant d'incertitudes face à son devenir qu'en ces temps-ci. Un tel constat est d'autant plus amer qu'il concerne l'aboutissement d'un long processus de réformes politiques et économiques qui se voulait prometteur, voire exemplaire pour les autres pays du Tiers-Monde, un peu de l'image de "montreur de conduite" qu'elle s'était forgée dans les années soixante-dix. Passer subitement d'une ère de prospérité relative mais surtout de fierté confortée par de nombreux succès économiques et diplomatiques à une situation mêlée de faiblesses et de doutes s'avère difficile à digérer, même à comprendre.

En lui-même, ce décalage entre le passé et le présent, constitue une sorte de syndrome qui pèse lourd sur les perspectives d'évolution de la démarche algérienne aux plans interne et externe. Ignorer cette ambivalence, c'est restreindre l'aptitude à apprécier les nouveaux défis auxquels l'Algérie se trouve présentement confrontée. Aussi, il n'est pas aisé de broser avec la pertinence voulue, les cheminements attendus étant donné le flou observé dans la pratique interne d'une part, et l'imprécision des contours du nouvel ordre mondial qui se met en place, d'autre part.

Il est évident que la formulation et la mise en oeuvre de toute politique étrangère restent largement tributaires de la dynamique interne et des contraintes de l'environnement international. Par conséquent, la réalisation des objectifs déclarés ou implicites dépend de la mobilisation des moyens disponibles ou potentiels du pays et de l'utilisation maximale des outputs générés par l'interaction avec les autres pays.

Si de par le passé, la diplomatie algérienne a réussi à concilier idéal révolutionnaire et pragmatisme économique (modèle de développement et choix politiques), aujourd'hui,

(1) Article rédigé en décembre 1992 pour le compte de l'INESG.

(*) Enseignant à l'institut de sciences politiques et des relations internationales d'Alger. Enseignant associé à l'ENEA.

elle semble se mouvoir avec circonspection et forte retenue à la mesure des problèmes internes du pays (2) et les incertitudes qui se profilent avec l'instauration d'un ordre perçu comme un nouveau diktat du Monde Occidental.

Une telle démarche a suscité des critiques et des appréhensions plus ou moins justifiées. La neutralité adoptée lors de la guerre du Golfe, la passivité affichée à l'égard des menaces américaines contre la Libye et l'impasse dans laquelle se trouve la question du Sahara Occidental, la tiédeur dans la riposte aux ingérences de l'Iran (3) et du Soudan et l'hostilité de la France suite à l'annulation du processus électoral en janvier 1992 ainsi que le recours aux emprunts financiers négociés par l'intermédiaire de la Banque Mondiale et le FMI, ont été mal acceptés par l'opinion publique encore nostalgique de l'avant-gardisme militant du temps du Président BOUMEDIENE.

Ces ressentiments sont, sans aucun doute, liés aux frustrations engendrées par l'absence d'un projet de société, par la persistance d'une économie de rente assujettie aux avois et aux marchés extrêmement fluctuants, par un manque de sécurité et par la perte de crédit dont jouissait le pays sur la scène internationale particulièrement dans les forums Nord-Sud.

C'est à travers ces paramètres que doit s'articuler la nouvelle problématique de la politique étrangère en tenant compte de leur dynamique et de l'interaction de leurs effets prévisibles dans la mesure des données analytiques qui nous paraissent les plus significatives.

I PAS DE PAIX SOCIALE SANS PROJET CIVILISATIONNEL

Pour beaucoup d'Algériens, l'assassinat du Président BOUDIAF fin juin allait hypothéquer les espoirs de matérialiser un projet de société cohérent sur la base d'une

(2) La PIB par habitant a baissé de \$ 2614 en 1986 à 1160 en 1991, la production industrielle a reculé de 5,5 % par rapport à 1984, le taux de chômage avoisine les 20% de la population active et un service de la dette extérieure qui accapare environ 70% des recettes des exportations depuis 1990.

(3) Selon S.A. GHOZALI, alors Premier Ministre, l'Algérie détient les preuves de la participation de l'Iran dans tous les actes illégaux qui ont marqué certains comportements avant et après les élections (interview à Libre-Belgique in Le Matin 22-01-1992 p. 2).

rupture radicale avec les pratiques de l'ancien système, s'attachant en premier lieu à rétablir l'autorité de l'Etat, à s'attaquer résolument à la corruption et à mobiliser la jeunesse qui compose les deux tiers de la population. Ces préoccupations semblent être retenues dans le programme des nouveaux dirigeants. Mais, la longue confrontation entre le pouvoir et les islamistes s'est traduite par le renforcement de l'Etat d'urgence et des mesures ont été ainsi décrétées en réponse à la recrudescence des attentats contre les forces de l'ordre et des civils imputés à des organisations islamistes clandestines.

Ce préalable au retour au multipartisme et à l'édification d'une société moderne et démocratique reste assez équivoque et le débat n'est pas encore tranché. Faudrait-il que l'avènement de la démocratie dans les pays du Tiers-Monde soit assujéti à un certain nombre de préconditions (4) ? Des éléments de réponse peuvent être décelés à la lumière de l'expérience des pays du Sud-Est Asiatique et du Pacifique qui suggère que ce sont la stabilité politique, la croissance économique et l'élévation de la PIB par habitant qui ont suscité les revendications du multipartisme et de la démocratie à l'inverse des pays de l'ex-bloc socialiste (5).

En Algérie, le retour à l'ordre et à la stabilité est présenté comme vital pour la survie même de l'Etat, mais des pressions tant de la part des principaux partenaires économiques et créanciers de l'Algérie que de celles de larges segments de la société civile plaident pour la reprise de l'expérience du multipartisme sur des bases nouvelles. Toutefois, des doutes subsistent au vu des intérêts qui s'opposent. La dichotomie - Islam constitutionnel - Islam oppositionnel (6) s'avère difficile à résoudre alors que la privatisation et l'instauration d'une économie de marché se heurtent à la crainte de voir s'aggraver les tensions sociales.

(4) Revenu par tête très élevé, instruction généralisée, une classe moyenne appréciable, une société organisée, des institutions politiques indépendantes les unes des autres, des partis d'envergure nationale avec des programmes différenciés, une culture politique de tolérance, un débat public et un consensus. (C. LANCASTER. Democracy in Africa, in Foreign policy, n° 85, Winter 1991-1992, pp. 184-165).

(5) H. SATO : The demise of cold war order : regional coopération ontherise (in Japan review of international affairs, vol. 6, 1992, pp. 16-33).

(6) Expression utilisée par Jacques BERQUE (in Le Monde Diplomatique, février 1992, pp. 20-21).

Un débat franc avec la participation de la société civile s'impose autour des constantes de la nation algérienne consensuellement redéfinies et l'affermissement d'un Islam de progrès et de tolérance. Le postulat que la question religieuse est liée à la question économique est certainement valable (7), mais sa traduction dans les faits doit s'accompagner d'une ouverture politique, car ce qui a apparemment changé depuis octobre 1988, c'est "un passage explicite à la revendication du pouvoir" (8). D'importantes initiatives sont annoncées à court terme par le HCE, ce qui ne manquera pas de rehausser l'image de l'Algérie et de donner un sens au linkage entre le modèle de société et la politique étrangère, car on ne peut souhaiter et plaider pour un ordre mondial plus équitable et plus démocratique, si chez soi, des situations anachroniques perdurent.

II LA DUALITÉ : STABILITÉ INTERNE - ÉQUILIBRE RÉGIONAL

La tendance à la régionalisation qui se dessine par la mise en place d'alliances politiques et de regroupements économiques, a certes interpellé l'Algérie à s'engager dans cette voie mais sans atténuer sa vision globaliste qui préfère - peut être légitimement, mais d'une manière idéaliste - poser la dualité : sécurité / développement sur une échelle qui dépasse largement ses capacités actuelles, ses points d'appui et plus encore ses intérêts immédiats.

Le problème qui se pose avec acuité reste la préservation de sa stabilité interne. Une telle préoccupation n'est toutefois pas absente dans sa stratégie présentement, mais ses initiatives apparaissent quelque peu timorées mais surtout dispersées. Aussi, la priorité des efforts doit porter sur le lien qui existe entre cette stabilité et ses corollaires, à savoir la sécurité à ses frontières et l'équilibre régional qui pourrait être conforté par un dialogue constant et une coopération sur la base d'intérêts réciproques avec ses voisins.

- Stabilité interne et aux frontières :

L'effritement de l'autorité de l'Etat ces dernières années, les conditions dans lesquelles était conduite l'expérience du multipartisme et le résultat douloureux qui a suivi

(7) L. ADDI. Islam politique et démocratie en Algérie (in *Esprit*, août-septembre 1992, pp. 143-153).

(8) M. BALHI; Mohamed ARKOUN. Etat Islamique et confusion mentale (in *Algérie-Actualité* 16-22 mai 1991, p. 23).

l'annulation du processus électoral ont sérieusement menacé la stabilité politique. D'autre part, l'économie parallèle qui s'est développée avec l'ouverture des frontières ainsi que le manque de contrôle sur les flux des personnes et les marchandises surtout dans sa partie méridionale ont aussi contribué à miner les équilibres internes.

Si la restriction de la libre circulation des personnes et des biens est contraire à l'esprit du projet unitaire maghrébin et si la perméabilité des frontières s'avère difficile à contenir vu l'immensité du territoire et le nombre de pays limitrophes, il reste que des mesures de protection doivent être renforcées.

Des efforts visant à coordonner la lutte anti-terroriste avec la Tunisie et l'Egypte ont été récemment entrepris (9) et d'habiles actions sont toujours menées pour résoudre le conflit opposant les Touaregs aux autorités Nigériennes d'une part et Maliennes d'autre part, dont les prolongements ont perturbé la sécurité des confins sahariens où résident 20 000 personnes d'origine targuie (10).

- Préserver l'équilibre régional :

Pour assurer l'intégrité de son territoire et maintenir l'équilibre au Maghreb, l'Algérie doit compter sur ses propres moyens eu égard à l'inertie de l'UMA et, à la déliquescence de sa dynamique unitaire. En effet, les divergences en politique étrangère déjà observées lors de la guerre du Golfe, les rivalités pour le leadership régional et la lenteur de la mise en exécution des projets d'intégration économique confirment de plus en plus la politique de chacun pour soi qui semble guider la démarche des Etats membres. Le dernier sommet tenu à Nouakchott qui a vu la défection de HASSAN II et de KADDAFI n'a pas tenu - malgré leurs problèmes communs (tensions sociales, activisme des islamistes, endettement) - les promesses de viabiliser cet ensemble au moment où la CEE se consolidait. De plus, les entraves restent posées à la tenue d'un

(9) Ces préoccupations expliquent les visites faites à Alger par le Ministre Egyptien des Affaires Etrangères en août et par le Ministre Tunisien de l'Intérieur fin décembre.

(10) Une réunion s'est tenue à Tamanrasset en décembre entre les Ministres Algérien et Malien de l'Intérieur à laquelle s'est joint le Président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), \$ 17 millions ont été consentis par cette institution pour assurer le retour et la réinsertion des personnes d'origine malienne réfugiées dans le Sud Algérien.

référendum au Sahara Occidental suite aux dissonances qui existent entre le Maroc et le Front Polisario au sujet de l'identification du corps électoral, mais surtout au désir du Roi HASSAN II d'entériner la marocanité du Sahara Occidental à travers un vote de confirmation (11).

Les craintes d'un regain de tension ne sont pas à écarter quelque soit le résultat au vu des réactions contraires qu'il peut engendrer. L'achat par le Maroc d'avions militaires (12), n'a pas manqué de susciter des interrogations au point où le dirigeant du Polisario Mustapha SAYED aurait déclaré qu' "avec une Algérie stable, la capacité de négociation des Sahraouis serait plus grande" (13). Le constat est lourd de conséquences et rappelle que la politique étrangère est aussi une opération de gains et d'acquis.

Pour l'Algérie, il est impératif que ses efforts ne soit pas confinés à asseoir sa stabilité, mais aussi à veiller, par le dialogue et la concertation, au maintien de l'équilibre régional. La solution idéale serait d'accélérer le processus d'édification du Maghreb avec la participation des sahraouis, mais les contradictions évoquées restent complexes à résoudre. Devant cette impasse, l'Algérie doit préserver son rôle de catalyseur en jouant sur cette double évidence :

- qu'il ne peut y avoir d'union maghrébine contre elle, a fortiori sans elle, vu sa position centrale et son importance dans la région (40% de la population, 40% du territoire et 47% de la PIB),

- que son éventuelle instabilité ne manquerait pas d'avoir des incidences négatives sur ses voisins. La recrudescence de " l'Islam " oppositionnel" et les ingérences extérieures les menacent eux aussi à divers degrés.

Ces problèmes d'instabilité politique et de crise économique suscitent déjà les préoccupations des pays Méditerranéens de la CEE étant donné la continuité géographique et

(11) Dans une interview au journal Le Monde (02-09-1992), le Roi du Maroc a tenu ces propos "je veux que notre acte de propriété du Sahara Occidental soit déposé à la conservation foncière des Nations Unies afin d'éliminer à jamais toute contestation".

(12) Selon l'opposant Marocain A. DIOURI, le Maroc aurait acquis récemment des hélicoptères et une trentaine de mirages 2000 français par Abou Dhabi (interview à l'opinion, in El Watan, 30-11-1992, p. 24).

(13) APS (in Le Journal, 17-11-1992, p. 7).

les différents liens qui les unissent au Maghreb. Consciente des inégalités sociales et économiques qui séparent les deux ensembles et les tensions culturelles qu'elles peuvent réactiver, l'Algérie pose avec pertinence la corrélation : sécurité - développement pour l'ensemble de la région dans un cadre nouveau.

III NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARTENARIAT AVEC LA CEE

Partant du postulat qu'il n'y a pas de paix durable dans la Méditerranée sans réduction des disparités de niveaux de développement, l'Algérie entend légitimement participer à l'élaboration d'un espace géo-politique avec ses partenaires du Nord qui prendrait en charge leurs intérêts communs et dissiper les appréhensions mutuelles.

- Pour une sécurité partagée :

Si l'Algérie comprend les préoccupations de la France et de ses alliés de doter l'Europe d'un dispositif sécuritaire autonome, il reste qu'elle aspire à tirer profit "des bienfaits de la détente, du désarmement, de la sécurité et de la coopération en Europe de telle sorte que leurs effets positifs englobent la région Méditerranée" (14).

La recherche de ce type de sécurité dans le cadre des futures rencontres des "5 + 4" (15), ou au sein de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCM) permettrait :

- à l'Europe d'atténuer sa tendance à percevoir dans la situation actuelle de l'Algérie et partant du Maghreb, les prémices d'une menace en termes d'exode éventuellement généré par l'explosion démographique, de problèmes d'identité et d'insertion sociale que connaissent les jeunes immigrés Nord-Africains, exacerbés par l'activisme des organisations islamistes, particulièrement en France;

(14) Déclaration de l'ex-Premier Ministre GHOZALI (in El Moudjahid, 26-06-1990, p. 24).

(15) Cette appellation a été donnée à la suite d'une rencontre tenue à Rome en octobre 1990 entre les Ministres des Affaires Etrangères de l'UMA et ceux de l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal. Une autre réunion a eu lieu à Alger les 26-27 octobre 1991.

- à l'Algérie de se rassurer des craintes ressenties quant à la possibilité d'appliquer le droit d'ingérence évoqué dans certains milieux politiques français et des formes de pressions comme celles exercées sur elle par la France suite à l'annulation du processus électoral en janvier 1992.

Il incombe donc à l'Algérie de ne pas essayer simplement de convaincre ses partenaires du Nord que les causes de ses problèmes actuels sont "solubles dans le flot de l'aide internationale pourvoyeuse de redressement économique" (16), mais de créer avec eux, sur un même pied d'égalité, les conditions nécessaires à même de concrétiser l'équation : sécurité - développement. Pour ce faire, elle doit utiliser le crédit dont elle jouit auprès de l'Italie et de l'Espagne pour essayer de transcender les relations tumultueuses qu'elle a toujours, quoique par intermittence entretenues avec la France. L'objectif ne serait pas de jouer sur les rivalités qui puissent exister entre ces pays, mais de forger avec elles des relations constructives, d'attention mutuelle et d'intérêts réciproques. S'il est légitime pour l'Algérie de refuser à ce qu'elle soit une "chasse gardée pour la France", elle doit aussi percevoir cette dernière comme un partenaire non négligeable.

Cette convergence d'intérêts doit trouver sa pleine signification dans la mise en oeuvre d'une nouvelle formule de coopération économique qui dépasserait la pratique de simples échanges commerciaux qui persiste jusqu'à présent.

- Pour une coopération renouvelée :

Pour l'Algérie, il s'avère urgent de sortir de la forme de dépendance économique qui a caractérisé ses relations avec la CEE notamment du rôle de pourvoyeur de produits énergétiques dont la fixation des prix dépend largement des besoins et des intérêts de ses partenaires. Cette dépendance est visible dans la place qu'occupe la CEE dans ses échanges extérieurs jusqu'à présent et dans la nature de leurs relations commerciales. Au 1er trimestre 1992, la CEE a compté pour 69,1% dans les échanges de l'Algérie et 5 de ses 7 principaux clients étaient à cette date : la France avec 20 milliards de

(16) Cette conviction que les problèmes actuels de l'Algérie ne peuvent être éradiqués par un simple recours à l'aide extérieure a été, semble-t-il, émise dans une note confidentielle du Quai d'Orsay en décembre 1991 et révélée par le quotidien espagnol El País (voir Le Canard Enchaîné, 07-10-1992).

DA, suivie de l'Italie (15), l'Allemagne (9), l'Espagne (6) et la Belgique (3), (17). A l'inverse, elle ne compte que pour à peine 2% dans les échanges extérieurs de la CEE.

L'essentiel de ses importations : machines, produits alimentaires et articles manufacturés proviennent de ces pays tandis que ces derniers ont absorbé une large part des exportations algériennes, constituées à 90% par les hydrocarbures (en 1991, l'Algérie a vendu à la CEE 26 millions de tonnes de pétrole et plus de 30 milliards de m³ de gaz naturel et liquéfié).

Si à la lumière de ces données, cette dépendance est très accentuée, il reste que le gaz algérien représente une part non négligeable dans la consommation énergétique de la CEE, soit 30% juste après l'URSS. Au vu des programmes actuels de l'Algérie (18), cette tendance risque de persister dans la mesure où elle projette de doubler ses capacités actuelles pour atteindre 75 milliards de m³ en l'an 2000.

Le rôle de la France et de l'Espagne dans la construction du gazoduc Maghreb-Europe d'une capacité de 10 milliards de m³ par an devant relier Hassi R'Mel à Séville en transitant par le Maroc et le dédoublement de celui reliant l'Italie via la Tunisie qui permettrait de porter sa capacité à 26 milliards de m³ par an à partir de 1995 sont significatifs et témoignent de la place que devra occuper l'Algérie comme une source stable pour la consommation de la CEE et d'autres pays européens en matière de gaz. La proximité (moins de 1000 km de la France, encore moins de l'Espagne et de l'Italie et à 2000 km de la frontière allemande) la favorise par rapport à la Norvège, alors que sa politique très dynamique en matière gazière reconforte sa position par rapport à l'ex-URSS. Par ailleurs, il est peu probable que le gaz iranien ou celui des Emirats Arabes Unis puissent aisément se placer en Europe à cause des contraintes financières liées à la baisse progressive du prix du pétrole brut, une tendance qui n'est pas prête à se renverser, à moins de bouleversements inattendus.

(17) El Watan, 28-29 décembre 1992, p. 29.

(18) En dépit des mesures prises récemment pour accroître la production de pétrole de 800.000 b/j à 1,2 millions à partir de 1966 par des opérations d'exploration en association avec des firmes étrangères dans le cadre de contrats de type " partage de visionnelle de ces réserves, ne sera probablement plus exportatrice de pétrole après l'an 2020 (voir El Moudjahid 05-12-1990 p. 5).

Au vu des efforts de l'Algérie d'assurer l'approvisionnement des pays de la CEE en gaz, ceux-ci doivent envisager en sa faveur des formules nouvelles d'intégration économique par l'industrie et la production et non par les marchés et le commerce (19) et par le biais d'un transfert substantiel de ressources pour résoudre le problème de l'endettement. De ce point de vue, les investissements directs de la CEE en Algérie restent dérisoires et les mesures d'allégement de la dette extérieure peu significatives, malgré les accords de reprofilage conclus avec un consortium bancaire piloté par le Crédit Lyonnais (\$ 1,5 milliards) et l'Italie (\$ 2,5 milliards).

Des signes d'une nouvelle orientation de la politique de la CEE à l'égard de l'Algérie sur le plan économique et financier sont perceptibles à travers le projet d'une zone de libre-échange CEE-UMA qui reste à négocier et les promesses d'accorder non pas des crédits destinés à soutenir les exportations mais à financer des projets de développement et à promouvoir les PME en Algérie. Dans cette perspective, l'idée d'une banque-euro-maghrébine aiderait l'Algérie et ses partenaires maghrébins à ne pas se sentir défavorisés par rapport aux pays de l'ex-Europe de l'Est et d'envisager avec leurs voisins du Nord un ensemble économique à l'instar du Japon avec sa périphérie asiatique et des USA avec le Mexique et le Canada.

IV UN RÔLE DE "BROKER" DANS UN MONDE MULTILATÉRAL

S'adressant au Sommet du "Groupe des 15" abrité par Kuala Lumpur en juin 1990, le représentant de l'Algérie a observé que "de nouveaux équilibres politiques et économiques sont en formation qui suggèrent une nouvelle redistribution des forces, la consolidation des nouveaux pôles d'intérêts et l'émergence de nouvelles alliances" (20). Cette vision de l'évolution de la vie internationale est pertinente et pose le problème de la démarche à suivre en ce qui concerne l'Algérie.

(19) Voir les réflexions d'économistes et opérateurs algériens (in El Moudjahid, 25-03-1992, p. 7).

(20) In El-Moudjahid, 04-06-1990, p. 7.

En effet, si le Monde est de plus en plus multilatéral et marqué par de grands déséquilibres régionaux, que reste-t-il de la substance Nord-Sud que l'Algérie persiste à percevoir en émettant le vœu que la désidéologisation des relations entre ces deux hémisphères doit suivre celle des relations Est-Ouest afin d'éviter l'exclusion et la marginalisation des pays du Sud ? Il faudrait rappeler, pour dépasser la réflexion propre à l'ordre ancien, que les forums dans lesquels l'Algérie continue d'inscrire ses options ont sensiblement perdu de leur vitalité collective et leurs moyens de lutte avec la disparition des référents idéologiques qui ont marqué la bipolarité du Monde jusqu'à la dislocation du bloc de l'Europe de l'Est, la déliquescence du mouvement des Non-Alignés, les divisions du Monde Arabe qui se sont accentuées avec la guerre du Golfe et la perte substantielle par l'OPEP de sa prééminence sur le marché énergétique international.

Par contre, des ensembles régionaux comme ceux de l'Europe Occidentale et de l'Asie du Sud-Est ont atteint une vitesse supérieure dans leur dynamique unitaire, d'autres comme la zone de libre-échange Nord-Américaine sont en gestation, alors que des pays non-occidentaux comme la Chine, le Brésil, le Pakistan, la Turquie et l'Inde veillent à accroître leurs capacités nucléaires pour asseoir leur hégémonie dans leurs régions respectives.

Si les pays industrialisés élaborent des arrangements afin de se prémunir de ce qu'ils perçoivent comme menaces de la part des pays du Sud (prolifération nucléaire, fanatisme religieux ethniques et grande migration) (21) en tentant de restreindre le commerce des armes, de contrôler le transfert de technologie militaire et de mettre en pratique le principe du droit d'ingérence; les pays de l'hémisphère Sud, souffrant de sérieux problèmes socio-économiques et d'endettement, se dispersent au vu de leurs stratégies qui apparaissent de plus en plus contradictoires. Que ce soit au niveau du "Groupe 15" qui reste un cadre informel ou lors du Sommet de New Delhi en septembre 1992, aucune stratégie viable ou programme d'action mobilisateur pouvant revigorer le mouvement des Non-Alignés n'ont été établis au delà des déclarations de principe appelant à une gestion équitable des ressources mondiales et à un certain équilibre dans la prévention et le règlement des conflits internationaux.

(21) Voir I. RAMONET. Les rebellions à venir (in *Le Monde Diplomatique* Mars 1992, p. 1), nouvel ordre, rebellions, nationalismes (ibid, mai 1992, p. 13 et 21) et A. SCHLESINGER. New stabilitie, New priorities (in *Foreign Policy*, Winter 1991-1992, pp. 3-24).

Au regard des chances réduites d'opter pour une confrontation organisée contre le Nord et des difficultés d'impulser une stratégie Sud-Sud, il reste à voir quelles sont les options encore offertes à l'Algérie.

La diplomatie algérienne est appelée à oeuvrer dans le sens de rassembler les pays du Sud qui lui sont géographiquement proches dans un effort d'entraide, tout en évitant de s'enliser dans une rhétorique tiers-mondiste peu féconde qui ne tiendrait pas compte des rapports de force à l'échelle mondiale, de la diversité des pays composant l'hémisphère Sud et surtout de la quête par certains d'entre-eux de se positionner dans les grands ensembles économiques qui émergent pour maximaliser les dividendes qui peuvent en découler. Si l'Algérie n'a plus les moyens de ressusciter un tiers-monde frondeur et d'y jouer le rôle de locomotive dans une confrontation avec le Nord, elle possède, en revanche, un potentiel non négligeable pour assumer un rôle de "broker" c'est-à-dire un élément viable et intéressé de rapprochement et de dialogue entre les ensembles régionaux qui lui sont proches. Pour ce faire, elle doit tenter elle-même de désidéologiser sa vision de l'environnement international. L'impression qui se dégage à travers l'observation de sa pratique est que si elle a pris conscience que le monde est en pleine mutation parfois par à coups imprévisibles, il demeure qu'il serait plus avantageux pour elle de dépasser certains a priori qu'elle avait vis-à-vis du Nord dans la mesure où le monde s'achemine vers un multilatéralisme plus accentué et de plus en plus marqué par des considérations économiques. Il apparaît donc plus judicieux que l'Algérie utilise sa diplomatie comme point de rapprochement et de dialogue entre certaines régions du Nord et du Sud d'une part et au sein de cette configuration, d'autre part.

A ce premier niveau, des perspectives s'ouvrent à elle pour rapprocher l'UMA et le Monde Arabe de la CEE pour tenter de trouver les équilibres nécessaires, pouvant assurer la coopération et la paix pour tous. L'essoufflement prévisible des USA (au moins à moyen terme), la difficulté de la Russie d'assumer le relais de l'ex-URSS et le confinement progressif du Japon en Asie sont autant d'atouts pour faire de l'Europe Occidentale un partenaire privilégié du Monde Arabe en plus des relations de voisinage et de liens anciens. Dans cet ordre d'idées, la relance du dialogue Euro-Arabe est toute opportune pour dissiper le manque de confiance qui s'est établi entre les deux ensembles, si on tient compte du mécontentement de certains pays arabes, notamment l'Algérie à l'égard des positions de l'Europe Occidentale à l'égard de la guerre du Golfe jugées trop pro-américaines.

Dans le sillage d'une éventuelle impulsion du dialogue Euro-Arabe, une autre possibilité s'offre à l'Algérie par le biais de l'amorce d'une tryptique Euro-Africaine. Si l'intention ne vise pas une forme poussée de coopération entre ces trois ensembles étant donné leurs déséquilibres très marqués, il n'en demeure pas moins qu'il serait avantageux pour l'Algérie de se placer en bonne position dans l'éventualité d'une rivalité qui pourrait s'aiguiser entre la CEE et les USA tant dans le Monde Arabe qu'en Afrique. Il n'est donc pas surprenant de constater, dans cet ordre d'idées, la concurrence qui apparaît entre le Maroc, la Tunisie et l'Egypte pour jouer le rôle d'interlocuteur valable au sein de ces ensembles.

Au deuxième niveau, le rôle "de broker" que pourrait assumer l'Algérie revêt une signification particulière à la lumière des tensions, voire des conflits acerbes (irréductibles territoriaux, clivages ethniques et religieux et rivalités sur le plan économique) qui existent ou qui ne manqueraient pas de surgir au niveau de l'hémisphère Sud avec l'exacerbation de la crise économique et des déséquilibres sociaux.

Aussi, il appartient à l'Algérie de consolider son crédit et sa place pour tenter d'atténuer les tiraillements qui contribuent encore plus à la fragmentation des pays du Sud. De telles préoccupations sont prises en considération au vu de ses efforts comme par exemple ceux qu'elle déploie pour éviter que le fossé ne s'élargisse entre les pays arabes et l'Iran afin de ne pas attiser les schismes religieux ou de verser dans la vision toute simpliste de croire que derrière les activités de l'Iran se profilent des velléités de l'hégémonie impériale perse dans la région. Le refus de l'Algérie d'opérer une rupture avec Téhéran illustre sa perspicacité et sa sagesse dans la mesure où l'Iran commence à réaliser "ce qui lui coûte d'être désagréable à l'Algérie" (22). L'espoir est de ramener les dirigeants iraniens à une plus grande retenue qui atténuerait ainsi l'instabilité du Moyen-Orient dont la configuration géo-politique a sensiblement changé depuis la guerre du Golfe.

Ces quelques observations appellent une réflexion plus approfondie par le biais d'analyses prospectives continues pour mieux appréhender l'évolution de la politique étrangère de l'Algérie au rythme des événements très accélérés qui secouent un Monde en pleine mutation.

(22) Interview de Lakhdar BRAHIMI, (in *Le Journal*, 15-02-1992 pp. 4-5).